

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. La séance d'installation du conseil de l'agglomération bruxelloise est fixée au lundi 12 juin 1972.

Art. 2. La séance d'installation des conseils des fédérations de Hal, Asse, Vilvoorde, Zaventem et Tervuren est fixée au lundi 12 juin 1972.

Art. 3. L'élection des membres de la commission française de la culture et des membres de la commission néerlandaise de la culture aura lieu le vendredi 16 juin 1972.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mai 1972.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,

R. VAN ELSLANDE

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De installatievergadering van de Brusselse agglomeratierraad is vastgesteld op maandag 12 juni 1972.

Art. 2. De installatievergadering van de raden der federaties Halle, Asse, Vilvoorde, Zaventem en Tervuren is vastgesteld op maandag 12 juni 1972.

Art. 3. De verkiezing van de leden van de Nederlandse commissie voor de cultuur en van de leden van de Franse commissie voor de cultuur zal plaatsvinden op vrijdag 16 juni 1972.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 mei 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,

1er JUNI 1972. — Arrêté royal relatif au fonctionnement des commissions de la culture et des commissions réunies de l'agglomération bruxelloise

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1971, organisant les agglomérations et les fédérations de communes, notamment l'article 81, § 1;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres, qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I

Du fonctionnement des commissions de la culture

Article 1er. Lors de son installation, chaque commission élit en son sein un président, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages.

Si après deux scrutins, aucun candidat n'a obtenu la majorité, il est procédé au ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix; au ballottage, en cas de parité, le plus âgé l'emporte.

Art. 2. Chacune des commissions adopte un règlement d'ordre intérieur dans lequel elle fixe l'ordre de préséance de ses membres et détermine le mode selon lequel elle exerce ses attributions.

Le règlement de chacune des commissions détermine les limites dans lesquelles elle peut déléguer certaines de ses attributions à son président et les formes dans lesquelles s'opère cette délégation.

Art. 3. Chacune des commissions se réunit aux jours et heures fixés par son règlement.

Avant de se séparer, l'assemblée fixe, dans ce cas, l'ordre du jour de la séance suivante.

Art. 4. Chacune des commissions est en outre convoquée en séance extraordinaire par son président :

1° chaque fois que le requièrent les affaires qui relèvent de sa compétence;

2° à la demande d'un tiers des membres.

Art. 5. La convocation aux réunions extraordinaires est faite par écrit et à domicile au moins trois jours francs avant celui de la réunion; elle mentionne l'ordre du jour.

Art. 6. Dans le cas prévu à l'article 4, 2°, les membres indiquent dans la demande de convocation les points sur lesquels la commission devra délibérer. Ces points sont repris en tête de l'ordre du jour.

Le président est tenu de convoquer la commission dans les huit jours.

1 JUNI 1972. — Koninklijk besluit betreffende de werkwijze van de commissies voor de cultuur en van de verenigde commissies van de Brusselse agglomeratie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 26 juni 1971, houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, inzonderheid op artikel 81, § 1;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I

Werkwijze van de commissies voor de cultuur

Artikel 1. Bij haar installatie kiest iedere commissie uit haar leden een voorzitter bij geheime stemming en bij volstreckte meerderheid van stemmen.

Indien, na twee stembeurten, geen kandidaat de meerderheid heeft verkregen, wordt overgegaan tot herstemming over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben bekomen; staken de stemmen bij de herstemming, dan is de oudste gekozen.

Art. 2. Iedere commissie maakt een huishoudelijk reglement op, waarin zij de voorrang van haar leden bepaalt alsmede de wijze waarop zij haar bevoegdheid uitoefent.

Het reglement van iedere commissie bepaalt de grenzen waarbinnen zij sommige van haar bevoegdheden aan haar voorzitter kan overdragen in de vorm waarin deze overdracht geschiedt.

Art. 3. Iedere commissie vergadert op dag en uur, vastgesteld in haar reglement.

In dat geval stelt de vergadering, alvorens uiteen te gaan, de agenda van de volgende bijeenkomst vast.

Art. 4. Iedere commissie wordt bovendien door haar voorzitter in buitengewone vergadering bijeengeroepen :

1° telkens als de zaken die tot haar bevoegdheid behoren, het vereisen;

2° op verzoek van één derde van de leden.

Art. 5. De oproeping voor de buitengewone vergaderingen geschiedt schriftelijk en aan huis, ten minste drie vrije dagen vóór de dag van de vergadering; zij vermeldt de agenda.

Art. 6. In het geval van artikel 4, 2°, geven de leden in het verzoek om oproeping de punten op welke de commissie dient te behandelen. Die punten worden vooraan op de agenda geplaatst.

De voorzitter is gehouden de commissie binnen acht dagen bijeen te roepen.

Art. 7. Le président est tenu de porter à l'ordre du jour toute proposition qui lui est remise au moins trois jours avant la séance.

Art. 8. Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Art. 9. Chaque commission siège dans l'agglomération bruxelloise.

Art. 10. Une commission ne peut siéger que si la majorité des membres sont présents.

Elle peut, si elle a été convoquée deux fois sans que le quorum eût été atteint, délibérer valablement sur les objets qui figurent pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Pour l'application de la disposition qui précède, la réunion, tenue en vertu de l'article 3, est réputée résulter d'une première convocation.

Les deuxième et troisième convocation se font conformément aux prescriptions de l'article 3; il y est fait mention qu'il s'agit d'une deuxième ou d'une troisième convocation. En outre, les dispositions des alinéas 1er, 2 et 3 sont insérées textuellement dans la troisième convocation.

Art. 11. Les séances ont lieu à huis clos.

La séance est toutefois publique, sauf s'il s'agit de questions de personnes, lorsque les délibérations ont pour objet :

1° les budgets, à l'exception des articles relatifs aux traitements, et les comptes;

2° une dépense qui ne peut être couverte par les revenus de l'année ou le solde en caisse, ainsi que les moyens d'y faire face;

3° la création d'établissements d'intérêt d'agglomération;

4° l'ouverture des emprunts;

5° l'aliénation totale ou partielle des biens ou droits immobiliers, les échanges et transactions relatives à ces biens ou droits, les baux emphytéotiques, les constitutions d'hypothèques, les partages des biens indivis.

Art. 12. La séance est ouverte et levée par le président.

Art. 13. Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de parité, la proposition est rejetée. Les membres votent à haute voix. Le président vote en dernier lieu.

Les présentations de candidats, les nominations, les révocations, les suspensions se font au scrutin secret.

Art. 14. En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

En cas de parité de voix, lors de ce nouveau scrutin, le plus âgé des candidats est préféré.

Art. 15. Il est dressé procès-verbal de chaque délibération.

Le projet de texte est communiqué aux membres au moins deux jours francs avant celui de la prochaine réunion ordinaire. Tout membre a le droit, pendant la séance, de réclamer contre sa rédaction.

Si la réclamation est adoptée, le secrétaire est chargé de présenter, séance tenante, ou au plus tard dans la séance suivante, une nouvelle rédaction conforme à la décision prise.

Toutes les fois que l'assemblée le juge convenable, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres présents.

Art. 16. Il est interdit à tout membre de la commission :

1° d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après son élection ou auxquels ses parents ou alliés

Art. 7. De voorzitter is gehouden elk voorstel dat hem ten minste drie dagen vóór de vergadering wordt bezorgd, op de agenda te brengen.

Art. 8. Een punt dat niet op de agenda voorkomt, mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen wanneer het geringste uitstel gevaar zou kunnen opleveren.

Tot spoedbehandeling kan niet worden besloten dan door ten minste twee derden van de aanwezige leden; de namen van die leden worden in de notulen vermeld.

Art. 9. Iedere commissie houdt zitting in de Brusselse agglomeratie.

Art. 10. Een commissie mag slechts zitting houden als de meerderheid van de leden tegenwoordig is.

Is zij tweemaal opgeroepen zonder dat het vereiste aantal leden is opgekomen, dan kan zij op geëigende wijze beraadslagen en beslissen over de onderwerpen die voor de derde maal op de agenda voorkomen.

Voor de toepassing van de bepaling die voorafgaat, wordt de vergadering gehouden krachtens artikel 3, geacht een eerste maal te zijn bijeengeroepen.

De tweede en de derde oproeping geschieden overeenkomstig de voorschriften van artikel 3; daarin wordt vermeld dat het een tweede of een derde oproeping betreft. Bovendien worden de bepalingen van het eerste, het tweede en het derde lid woordelijk opgenomen in de derde oproeping.

Art. 11. De vergaderingen worden met gesloten deuren gehouden.

De vergadering wordt evenwel in het openbaar gehouden, behalve als het om personen gaat, wanneer beraadslaagd en beslist wordt over :

1° de begrotingen, de artikelen betreffende de wedden uitgenosderd, en de rekeningen;

2° een uitgave die niet kan worden gedekt door de inkomsten van het jaar of door het saldo in kas, alsmede het aanwijzen van de middelen om zodanige uitgave te bestrijden;

3° het oprichten van instellingen van agglomeratiebelang;

4° het aangaan van leningen;

5° het geheel, of gedeeltelijk vervreemden van de onroerende goederen of onroerende rechten, het ruilen en het aangaan van dadingen betreffende die goederen en rechten, de erfpachten, het vestigen van hypotheeken, het verdelen van onverdeelde goederen.

Art. 12. De vergadering wordt geopend en opgeheven door de voorzitter.

Art. 13. De besluiten worden bij volstreekte meerderheid van stemmen genomen; bij staking van stemmen is het voorstel verworpen. De leden stemmen mondeling. De voorzitter stemt het laatst.

Voordrachten van kandidaten, benoemingen, afzettingen en schorsingen geschieden bij geheime stemming.

Art. 14. Indien bij de benoeming of de voordracht van kandidaten de vereiste meerderheid niet wordt verkregen bij de eerste stemming, heeft herstemming plaats over de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Staken de stemmen bij deze herstemming dan is de oudste kandidaat gekozen.

Art. 15. Van elke beraadslaging en beslissing worden notulen opgemaakt.

Het ontwerp van tekst wordt aan de leden toegestuurd ten minste twee vrije dagen vóór de dag van de volgende gewone vergadering. Elk lid heeft het recht om tijdens die vergadering bezwaren tegen de redactie ervan in te brengen.

Wordt het bezwaar gegrond bevonden, dan is de secretaris gehouden, staande de vergadering, of uiterlijk in de eerstvolgende vergadering, een nieuwe redactie voor te leggen, die in overeenstemming is met de genomen beslissing.

Zo dikwijls de vergadering het gewenst acht, worden de notulen staande de vergadering geheel of ten dele opgemaakt en door de aanwezige leden getekend.

Art. 16. Het is elk lid van de commissie verboden :

1° tegenwoordig te zijn bij een beraadslaging of besluit over zaken, waarbij hij een rechtstreeks belang heeft, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, vóór of na zijn verkiezing of waarbij

jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel ou direct. Cette prohibition ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré, lorsqu'il s'agit de la présentation de candidats, de nominations ou de l'application de sanctions disciplinaires;

2° de prendre part directement ou indirectement dans aucun service, fourniture ou adjudication quelconque pour la commission. Cette prohibition s'applique également aux sociétés commerciales dont le membre est associé, gérant, administrateur ou fondé de pouvoirs;

3° d'intervenir comme avocat, notaire ou fondé de pouvoirs dans les procès dirigés contre la commission. En la même qualité il ne pourra, dans l'intérêt de la commission, ni plaider, ni donner de consultation, ni intervenir dans aucune affaire litigieuse quelconque, si ce n'est gratuitement.

Art. 17. Tout habitant de l'agglomération bruxelloise et toute personne intéressée, ou leurs fondés de pouvoirs, peuvent obtenir communication, sans déplacement du dossier, des délibérations de la commission.

La commission peut néanmoins décider, à la majorité des deux tiers de ses membres présents, que les résolutions prises à huis clos seront tenues secrètes pendant un temps déterminé. Ce délai ne peut excéder six mois, s'il n'est pas renouvelé.

Art. 18. Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration ne peut être soustrait à l'examen des membres de la commission.

Art. 19. La commission peut allouer à ses membres des jetons de présence. Le taux ne peut en excéder le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de l'agglomération bruxelloise.

Art. 20. Les règlements et arrêtés visés à l'article 74 de la loi du 26 juillet 1971, organisant les agglomérations et les fédérations de communes, sont publiés par le président, par voie d'affichage au siège de la commission.

Les règlements et arrêtés sont obligatoires le cinquième jour qui suit cet affichage, sauf s'ils fixent un autre délai.

La publication comprend l'objet et la date de la décision, l'objet et, le cas échéant, la date de l'approbation par l'autorité de tutelle ou de l'expiration du délai d'improbation ainsi que la mention de la possibilité pour le public de prendre connaissance et copie du texte au secrétariat de la commission.

L'accomplissement de la formalité de la publication est justifié par la tenue, par le secrétaire, d'un registre sans blanc ni interligne, coté et paraphé par le président. Le public peut consulter ce registre au siège de la commission.

Les règlements et arrêtés sont affichés dans chaque commune de l'agglomération bruxelloise et insérés au Mémorial administratif de la province de Brabant.

Art. 21. Le secrétaire assiste aux réunions de la commission. Il est particulièrement chargé de la rédaction des procès-verbaux et de la transcription des décisions; il tient à cet effet un registre sans blanc ni interligne, coté et paraphé par le président.

Art. 22. Les arrêtés, les publications, les actes publics, les procès-verbaux des délibérations et des réunions et la correspondance sont signés par le président et contresignés par le secrétaire.

La signature de la correspondance par le président peut, moyennant l'autorisation de la commission, être déléguée à un ou plusieurs de ses membres.

CHAPITRE II. — Du fonctionnement des commissions réunies

Art. 23. La présidence des commissions réunies est assumée chaque fois pour un an, alternativement par le président de la commission française de la culture et par le président de la commission néerlandaise de la culture.

Art. 24. Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 alinéas 2, 3 et 4, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22, sont applicables aux commissions réunies.

Par dérogation à l'article 4, 2°, la demande de convocation d'une séance extraordinaire doit émaner du tiers des membres de chaque commission.

Les commissions réunies ne peuvent siéger que si la majorité des membres de chaque commission sont présents.

zijn bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk of rechtstreeks belang hebben. Dit verbod geldt slechts ten aanzien van de bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad, wanneer het gaat om de voordracht van kandidaten, om benoemingen en om het opleggen van tuchtstraffen;

2° rechtstreeks of door tussenpersoon deel te nemen aan enige dienst, levering of aanbesteding ten behoeve van de commissie. Dit verbod geldt eveneens voor handelsvennootschappen waarvan het commissielid vennoot, zaakvoerder, beheerder of gevolmachtigde is;

3° werkzaam te zijn als advocaat, notaris of gemachtigde in rechtsgedingen tegen de commissie ingesteld. Het is hem, in dezelfde hoedanigheid, verboden te pleiten, raad te geven of tussen te komen in eender welke betwiste zaak, in het belang van de commissie, tenzij hij het kosteloos doet.

Art. 17. Ieder inwoner van de Brusselse agglomeratie en ieder belanghebbend persoon, of hun gemachtigden, kunnen zonder verplaatsing van het dossier, inzage bekomen van de besluiten van de commissie.

De commissie kan nochtans, met een meerderheid van twee derde der aanwezige leden, beslissen dat genomen besluiten gedurende een bepaalde tijd geheim zullen gehouden worden. Deze termijn kan niet langer zijn dan zes maand, tenzij hij hernieuwd wordt.

Art. 18. Geen akte, geen stuk betreffende het bestuur mag aan het onderzoek van de leden van de commissie onttrokken worden.

Art. 19. De commissie kan aan haar leden een presentiegeld toekennen. Het bedrag van het aldus toegekende presentiegeld mag niet hoger zijn dan het bedrag van het presentiegeld toegekend aan de leden van de Brusselse agglomeratieraad.

Art. 20. De verordeningen en besluiten, bedoeld in artikel 74 van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, worden door de voorzitter bekendgemaakt door aanplakking ten zetel van de commissie.

De verordeningen en besluiten zijn verbindend de vijfde dag na die aanplakking behalve wanneer zij een andere termijn bepalen.

De bekendmaking omvat: voorwerp en datum van de beslissing, voorwerp en, in voorkomend geval, datum van de goedkeuring door de toezichthoudende overheid of van het verstrijken van de termijn voor goedkeuringsonthouding, alsmede de vermelding dat het publiek van de tekst kennis en afschrift kan nemen ter secretarie van de commissie.

Het vervullen van de formaliteit van de bekendmaking wordt bewezen door middel van een door de secretaris gehouden register zonder enig wit vak of enige tussenregel, dat door de voorzitter per blad genummerd en geparafeerd wordt. Het publiek kan dat register ten zetel van de commissie raadplegen.

De verordeningen en besluiten worden aangeplakt in elke gemeente van de Brusselse agglomeratie en opgenomen in het Bestuursmemoriaal van de provincie Brabant.

Art. 21. De secretaris woont de vergaderingen van de commissie bij. Hij is inzonderheid belast met het opmaken van de notulen en met het overschrijven van de besluiten; hij houdt daartoe een register zonder enig wit vak of enige tussenregel, dat door de voorzitter per blad genummerd en geparafeerd wordt.

Art. 22. De besluiten, de bekendmakingen, de openbare akten, de notulen van de beraadslagingen en beslissingen en de briefwisseling worden getekend door de voorzitter en medegetekend door de secretaris.

De tekening van de briefwisseling door de voorzitter mag, met de toestemming van de commissie, aan één of meer van haar leden opgedragen worden.

HOOFDSTUK II. — Werkwijze van de verenigde commissies

Art. 23. Het voorzitterschap van de verenigde commissies wordt om de beurt, telkens voor één jaar, waargenomen door de voorzitter van de Nederlandse commissie voor de cultuur en door de voorzitter van de Franse commissie voor de cultuur.

Art. 24. De artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, tweede, derde en vierde lid, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 en 22 zijn van toepassing op de verenigde commissies.

In afwijking van artikel 4, 2°, moet het verzoek tot oproeping van een buitengewone vergadering uitgaan van een derde van de leden van iedere commissie.

De verenigde commissies mogen slechts zitting houden als de meerderheid van de leden van elke commissie tegenwoordig is.

CHAPITRE III. — *Disposition transitoire*

Art. 25. La présidence des commissions réunies est exercée la première année par le plus âgé des deux présidents.

Art. 26. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1er juin 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

R. VAN ELSLANDE

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepaling*

Art. 25. Het voorzitterschap van de verenigde commissies wordt het eerste jaar waargenomen door de oudste van beide voorzitters.

Art. 26. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 juni 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

1er JUNI 1972. — Arrêté royal relatif aux budgets et aux comptes annuels des commissions française et néerlandaise et des commissions réunies de la culture dans l'agglomération bruxelloise

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1971, organisant les agglomérations et les fédérations de communes, notamment les articles 72, § 1er, alinéa 3, et 81, § 1er;

Vu la loi du 16 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 3, § 2;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Titre Ier. — DE LA COMMISSION FRANÇAISE
ET DE LA COMMISSION NÉERLANDAISE DE LA CULTURE**

CHAPITRE Ier. — Des dépenses obligatoires

Article 1er. Chaque commission de la culture est tenue de porter annuellement au budget des dépenses toutes celles que les lois mettent à sa charge et spécialement les suivantes :

- 1° le traitement du président;
- 2° les traitements des secrétaires et receveur, des autres membres du personnel, ainsi que les pensions qui leur sont accordées;
- 3° les frais de fonctionnement des organes de la commission, tels que les frais de bureau et de mobilier, l'abonnement au *Moniteur belge*, le loyer et l'entretien des immeubles utilisés;
- 4° les dépenses qu'implique l'exercice des attributions assumées en vertu de l'article 72, § 2, de la loi du 26 juillet 1971;
- 5° les dettes liquidées et exigibles et celles résultant de condamnations judiciaires;
- 6° les contributions assises sur les biens de la commission.

CHAPITRE II. — Du budget et des comptes

Section Ire.

Dispositions communes au budget et aux comptes annuels

Art. 2. L'année budgétaire commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année.

Toutefois, les opérations relatives au recouvrement des moyens et au paiement des dépenses à rattacher au compte de l'année budgétaire, peuvent être poursuivies jusqu'au 31 mars de l'année suivante.

Sont seuls considérés comme appartenant à une année budgétaire, les services faits et les droits acquis à la commission ou à son créancier pendant l'année dont le millésime désigne l'année budgétaire.

Art. 3. Après le vote, le budget et le compte sont déposés pendant dix jours au secrétariat de la commission pour être tenus à la disposition des habitants.

1 JUNI 1972. — Koninklijk besluit betreffende de begrotingen en de jaarlijkse rekeningen van de Nederlandse commissie, van de Franse commissie en van de verenigde commissies voor de Cultuur in de Brusselse agglomeratie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groef.

Gelet op de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, inzonderheid op de artikelen 72, § 1, 3de lid, en 81, § 1;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 3, § 2;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Titel I. — NEDERLANDSE COMMISSIE
EN FRANSE COMMISSIE VOOR DE CULTUUR**

HOOFDSTUK I. — Verplichte uitgaven

Artikel 1. Iedere commissie voor de cultuur is verplicht elk jaar op de begroting van uitgaven te brengen alle uitgaven die haar door de wetten zijn opgelegd en inzonderheid de volgende :

- 1° de wedde van de voorzitter;
- 2° de wedden van de secretaris, de ontvanger en de andere personeelsleden, alsmede de hun toegekende pensioenen;
- 3° de werkingskosten van de organen van de commissie, zoals de kantoor- en meubileringskosten, abonnement op het *Belgisch Staatsblad*, huur en onderhoud van de gebruikte gebouwen;
- 4° de uitgaven verbonden aan de uitoefening van de krachtens artikel 72, § 2 van de wet van 26 juli 1971 opgenomen bevoegdheden;
- 5° de vaststaande en opeisbare schulden en die welke voortvloeien uit rechterlijke veroordelingen;
- 6° de belastingen gevestigd op de goederen van de commissie.

HOOFDSTUK II. — Begroting en rekeningen

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de begroting en de jaarlijkse rekeningen

Art. 2. Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

De verrichtingen betreffende de invordering van de middelen en de betaling van de uitgaven die op de rekening van het begrotingsjaar moeten komen, mogen evenwel tot 31 maart van het volgend jaar worden voortgezet.

Als tot een begrotingsjaar behorend worden alleen aangemerkt de diensten verleend aan en de rechten verkregen door de commissie of haar schuldeiser gedurende het jaar waarnaar het begrotingsjaar is genoemd.

Art. 3. De begroting en de rekening worden na de goedstemming gedurende 10 dagen ter secretarie van de commissie neergelegd en ter beschikking van de inwoners gehouden.